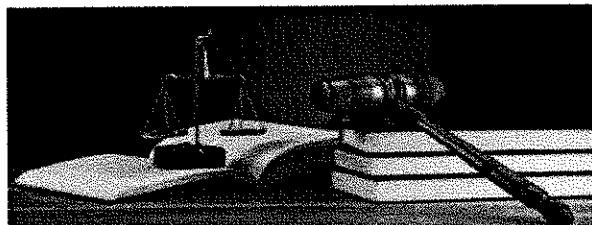


SCP CAPDEVIELLE
« Avocates »
Résidence le Richelieu
29 avenue de la Légion Tchèque
64100 BAYONNE
Tél : 05.59.59.57.00
Fax : 05.59.59.88.74
E-mail : capdeviellepariesavocates@gmail.com



LISTE DES PIÈCES À FOURNIR
DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE JURIDICTIONNELLE- en 3 exemplaires

⇒ QUELLE QUE SOIT VOTRE SITUATION :

- Dossier de demande d'aide juridictionnelle (**complété, daté et signé de votre main**)
- Chèque de 13 € à l'ordre du Cabinet (**droit de plaidoirie restant «à votre charge»**)
- Attestation de votre assurance protection juridique (**prise en charge ou pas des honoraires de l'avocat**)- ou document prévu à cet effet complété, se trouvant dans le dossier lui-même
- Convocation dont vous faites l'objet devant la juridiction concernée (**ou acte de procédure**)
- Copie de votre pièce d'identité (**ou de votre passeport, ou de votre permis de conduire**)
- Copie intégrale de votre livret de famille (**les parents et les enfants**)
- Justificatif de domicile : **copie du bail, ou courrier attestant que vous êtes propriétaire de votre maison appartement/maison, ou attestation d'hébergement à titre gratuit**
- Copie de votre dernier avis d'imposition ou de non-imposition (**année _____**)

⇒ CONCERNANT VOTRE SITUATION FINANCIÈRE (« VOS RESSOURCES ») :

- Si vous occupez un emploi salarié (ou êtes intérimaire) :
 - copie de tous vos bulletins de salaire (**depuis le mois de janvier de l'année en cours jusqu'à aujourd'hui**)

- Si vous avez créé votre propre entreprise (et que vous exercez votre activité professionnelle à votre propre compte) :
 - déclaration de votre dernier chiffre d'affaires
 - copie de votre dernier bilan comptable à jour

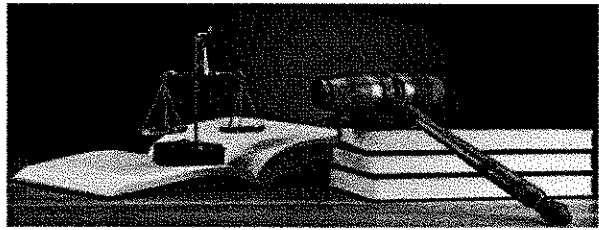
- Si vous êtes à la recherche d'un emploi (ou que vous venez de perdre votre emploi) :
 - attestation d'inscription au POLE EMPLOI
 - copie de la dernière attestation de paiement POLE EMPLOI

- Si vous êtes à la retraite :
 - dernier avis de paiement de retraite selon votre organisme d'affiliation

- Si vous souffrez d'un handicap (et que vous bénéficiez d'une allocation d'adulte handicapée) :
 - attestation de reconnaissance par la MDPH
 - dernier avis de paiement (AAH)

- Si vous percevez des allocations familiales de la Caisse d'Allocations Familiales :
 - dernière attestation CAF faisant état de la nature et du montant de cette aide

SCP CAPDEVIELLE
« Avocates »
Résidence le Richelieu
29 avenue de la Légion Tchèque
64100 BAYONNE
Tél : 05.59.59.57.00
Fax : 05.59.59.88.74
E-mail : capdeviellepariesavocates@gmail.com



⇒ **SI VOUS NE VIVEZ PAS SEUL :**

(NB : vous devez fournir les documents sollicités ci-dessous de votre compagnon ou compagne, mais également de toute personne vivant au même domicile que vous, à savoir :

✓ **Dans tous les cas :**

- Copie de sa pièce d'identité (**ou de son passeport, ou de son permis de conduire**)
- Copie de son dernier avis d'imposition ou de non-imposition (**année _____**)

✓ **ET SELON SA SITUATION FINANCIERE :**

- Si (il ou elle) occupe un emploi salarié (ou est intérimaire) :*
 - copie de tous ses bulletins de salaire (**depuis le mois de janvier de l'année en cours jusqu'à aujourd'hui**)
- Si (il ou elle) a créé sa propre entreprise (et exerce son activité professionnelle à son propre compte) :*
 - déclaration de son dernier chiffre d'affaires
 - copie de son dernier bilan comptable à jour
- Si (il ou elle) est à la recherche d'un emploi (ou vient de perdre son emploi) :*
 - attestation d'inscription au POLE EMPLOI
 - copie de la dernière attestation de paiement POLE EMPLOI
- Si (il ou elle) est à la retraite :*
 - dernier avis de paiement de retraite selon son organisme d'affiliation
- Si (il ou elle) souffre d'un handicap (et bénéficie d'une allocation d'adulte handicapée) :*
 - attestation de reconnaissance par la MDPH
 - dernier avis de paiement (AAH)
- Si (il ou elle) perçoit des allocations familiales de la Caisse d'Allocations Familiales :*
 - dernière attestation CAF faisant état de la nature et du montant de cette aide

⇒ **SI VOTRE SITUATION PERSONNELLE REpond AUX DEUX CAS SUIVANTS :**

- Certificat de scolarité uniquement pour les enfants majeurs
- Copie du Jugement allouant une pension alimentaire

**AFIN DE NOUS PERMETTRE D'ASSURER LE SUIVI DE VOTRE DOSSIER, NOUS VOUS
REMERCIONS DE BIEN VOULOIR NOUS RAMENER TOUT LE DOSSIER « COMPLET »
AU CABINET DANS LES MEILLEURS DELAIS, en 3 exemplaires**





Cerfa n° 12467*02

Demande d'aide juridictionnelle

(Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 et décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991)

SCP CAPDEVIELLE
Avocate
Résidence "Le Richelieu"
29 Avenue de la Légion Tchèque
64100 BAYONNE
Tél. 05 59 57 57 00 - Fax 05 59 59 85 74

Vous-même :

Avez-vous un contrat d'assurance de protection juridique ou un autre système de protection applicable ?

Oui Non

Si oui, votre assureur ou votre employeur prend-il en charge les frais de la procédure au titre de laquelle vous demandez l'aide juridictionnelle ?

Oui Non

Vous devez justifier de l'absence de prise en charge par votre assureur ou employeur.

Madame Monsieur

Votre nom :

Votre nom d'époux (se) :

Vos prénoms :

Votre date de naissance :

Votre lieu de naissance :

Votre nationalité : française d'un état membre de l'Union européenne autre

Votre adresse :

Code postal : Commune :

Pays :

Adresse courriel :

Votre numéro de téléphone :

Votre profession ou situation actuelle :

N° Allocataire CAF ¹ si vous êtes inscrit à la CAF :N° fiscal porté sur votre avis d'imposition sur le revenu ² :Référence de l'avis d'imposition sur le revenu ³ :Vous vivez : seul (e) en couple autre situation Depuis le :

1 - Ce numéro permet au bureau d'aide juridictionnelle d'avoir accès à des données vous concernant.

2 - Le numéro fiscal est l'identifiant unique pour toutes les démarches fiscales. Il est composé de 13 caractères numériques. Il est situé en haut à gauche du justificatif dans le cadre Vos identifiants ou de l'avis dans le cadre Vos références.

3 - La référence de l'avis est un identifiant fiscal qui permet de retrouver l'avis d'impôt sur le revenu concerné par le justificatif présenté par l'usager. Il est composé de 13 caractères alphanumériques. Il est situé en haut à gauche du justificatif dans le cadre Vos identifiants ou de l'avis dans le cadre Vos références.

Vous choisissez ou demandez l'assistance de :

Vous avez choisi :

Un avocat

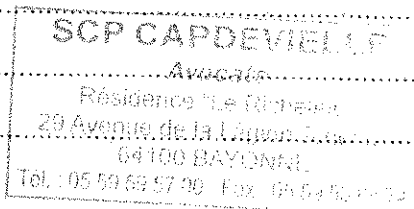
Un huissier de justice

Maître :

Adresse :

Code postal : Commune :

Téléphone : Adresse courriel :



OU

Vous demandez la désignation :

d'un avocat

d'un huissier de justice

Des honoraires ont-ils déjà été versés ?

Oui (joignez la copie de la facture payée)

Non

Déclaration de ressources

Quelle est la période prise en compte pour le calcul de vos ressources ?

- Si, au moment de votre demande, vos ressources n'ont pas changé depuis l'année dernière, les ressources prises en compte seront celles que vous avez déclarées pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année dernière.
- Si votre situation financière a changé (à la suite d'un licenciement ou inversement d'une reprise d'activité d'une séparation ou d'une nouvelle union...), ce sont vos ressources actuelles qui seront prise en compte, à partir du 1^{er} janvier de cette année jusqu'à la date de votre demande.
- Si vous êtes allocataire du RSA socle, de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées ou si vous êtes victime d'un des crimes considérés comme étant les plus graves ou ayant droit d'une victime de tels actes (meurtres, actes de torture ou de barbarie, acte de terrorisme, viol...), ou si votre action est engagée devant le tribunal des pensions ou la cour régionale des pensions, vous n'avez pas à remplir cette déclaration ; il vous suffit de produire le justificatif de votre situation.

Demande d'aide juridictionnelle (loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 et décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991)

	Vos ressources	Les ressources de de votre conjoint(e), concubin(e) ou partenaire de PACS	Les ressources d'une autre personne habitant habituellement dans votre foyer (enfant, personne à charge ...) Précisez :
Aucun revenu			
Salaires, traitements nets imposables (figurant sur vos fiches de paye)			
Revenus non-salariés (revenus agricoles, industriels ou commerciaux ou non commerciaux)			
Allocations chômage			
Indemnités journalières (maladie, maternité, maladie professionnelle, accident de travail)			
Pensions, retraites, rentes et préretraites			
Autres ressources (ex : loyers que vous avez perçus, revenus des capitaux, revenus des valeurs mobilières...)			
Pensions alimentaires (montant qui vous a été effectivement versé)			
Ressources imposables à l'étranger converties en euros			

Indiquez :

- les pensions alimentaires que vous versez à des tiers :

.....
.....
.....

- la nature et la valeur des biens mobiliers (actions, obligations, capitaux...) et l'adresse et la valeur des biens immobiliers (maison, terrain...) même non productifs de revenus dont vous disposez :

.....
.....
.....

Vous souhaitez apporter des informations complémentaires sur votre situation :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Important :

Même si vous avez obtenu l'aide juridictionnelle, le juge peut, dans certains cas, vous condamner à payer les frais du procès engagés par votre adversaire.

Si votre action en justice est déclarée abusive par le juge, ou si vos ressources ont beaucoup augmenté depuis le moment où vous avez fait votre demande, ou en cas de fausse déclaration, l'aide juridictionnelle peut vous être retirée. Vous devrez alors rembourser tout ou partie des dépenses avancées par l'Etat.

Attestation sur l'honneur (cette attestation obligatoire vous engage pénalement)

Je, soussigné(e) :

.....

.....

certifie sur l'honneur :

que les renseignements portés sur cette demande d'aide juridictionnelle sont complets et exacts et que je ne bénéficie pas d'un contrat d'assurance protection juridique, d'un système de protection ou d'une prise en charge par mon employeur couvrant les frais de procédure de mon affaire.

Je prends connaissance que la loi punit d'un emprisonnement de deux ans et d'une peine d'amende de 30.000 €, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public, une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu (article 441-6 du code pénal).

Fait à :

Le :

Signature du demandeur :

(N'oubliez pas d'indiquer le lieu de la demande d'aide, de la dater et signer ; sinon, le bureau pourra vous retourner votre dossier).

Vous avez rempli votre demande d'aide juridictionnelle. Pour que votre dossier soit complet, vous devez fournir les pièces indiquées au dos de la notice jointe. En l'absence de ces pièces votre demande pourra être déclarée caduque.

La loi n°78 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés vous garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.

N° BAI :

AIDE JURIDICTIONNELLE

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) M.....ATTESTE SUR L'HONNEUR

VIVRE SEUL

VIVRE EN CONCUBINAGE OU MARIE

> autres personnes vivant sous le même toit que moi : M.....

> Que mes revenus mensuels sont de :euros

> Que les revenus des autres personnes vivant avec moi, sont de euros)

FOURNIR les justificatifs récents de vos revenus ainsi que ceux des personnes avec qui vous vivez. Ex : dernière déclaration d'impôts, 3 derniers bulletins de salaire, prestations CAF, Assedic, retraites, RMI ou autres ...

> Avez-vous une assurance prenant en charge les frais de procès ? oui non

N° ALLOCATAIRE CAF :

> DISPOSEZ-VOUS DE CAPITAUX MOBILIERS : OUI NON

- livret épargne, plan épargne logement : Euros (à préciser)
- comptes bancaires :Euros (à préciser)
- Sicav, Codevi.....Euros (à préciser)
- actions, autres.....Euros (à préciser)

> DISPOSEZ-VOUS DE BIENS IMMOBILIERS : OUI NON

- Estimer leur valeur approximative :Euros
 - S'agit-il de votre habitation principale ? OUI NON
 - S'agit-il d'un bien qui vous rapporte un loyer ? OUI NON
- Si OUI : montant du loyer :Euros/mois

**JE DECLARE PRENDRE CONNAISSANCE QUE L'UNE / AUS SEULES ATTESTATION
ME EXPOSE A DES SANCTIONS PENALES**

DATE :

SIGNATURE :

Tout dossier INCOMPLET pourra faire l'objet d'une caducité non susceptible de recours.

A COMPLETER INTEGRALEMENT

NOM Prénom :
ADRESSE :

Bayonne , le

Monsieur le Président
Du Tribunal de Grande Instance
64102 BAYONNE

DEMANDE D'AIDE JURIDICTIONNELLE

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de solliciter le bénéfice de l'aide juridictionnelle pour me permettre d'introduire une instance - ou de me défendre -

CONTRE NOM et ADRESSE :

MOTIF DE L'INSTANCE :

JURIDICTION COMPETENTE :

Merci de joindre photocopie de votre CONVOCATION

AVOCAT :

Je précise que Maître

Avocat accepte de me prêter son concours au titre de l'aide Juridictionnelle.

J'ai bien noté que le droit de plaidoirie, soit 13 Euros reste à ma charge, suite à la loi de finances du 29 décembre 2010.

SIGNATURE :

SCP CAPODEVIELLE
Avocat
Membre du T.G.I. Bayonne
29 Avenue de la Liberté
64100 BAYONNE
Tel : 05 59 12 00 00